

Ainsi donc, en dépit des affirmations du ministre du Nord canadien et des Ressources nationales (M. Lesage) et de celles du député de Kootenay-Est (M. Byrne), cette entreprise revêt une importance énorme pour ce qui est des installations futures. C'est là, à mon sens, un élément non négligeable.

Ceux qui rejettent nos vues, ceux qui appuient le projet de loi, ont tous parlé de ce qui se produirait si le gouvernement fédéral des États-Unis refusait de permettre l'exportation d'énergie en Colombie-Britannique. Ce qui arriverait en pareil cas? C'est bien simple: le gouvernement de la Colombie-Britannique pourrait accepter des espèces.

Cela soulève un autre point. Au cours des observations qu'il a formulées hier sur la question qui nous occupe, le ministre du Nord canadien et des Ressources nationales a dit (page 1097 des *Débats*):

De plus, cette quantité de 20 p. 100 qui est censée venir de l'Administration de Bonneville serait une exportation d'énergie des États-Unis au Canada. Qu'arriverait-il si la commission fédérale hydro-électrique refusait d'accorder un permis pour l'exportation de ces 20 p. 100, des États-Unis au Canada? Sur quoi le gouvernement de la Colombie-Britannique peut-il compter? Sur rien. La seule garantie qu'il a, c'est de toucher de l'argent.

Cela soulève un point intéressant: qu'obtiendra la Colombie-Britannique? Rien, sauf de l'argent! Voilà bien la façon des libéraux de songer à l'argent. Ils n'ont aucune idée des deniers qui pourraient tomber dans le Trésor provincial ou fédéral autrement qu'au moyen des impôts. Nous avons une autre idée que cela, nous, et il est temps que le Gouvernement de notre pays sache qu'on peut obtenir des fonds destinés à assurer le bien-être de la population, sans l'écraser sous les impôts. On a ici une façon dont le gouvernement de la Colombie-Britannique va s'y prendre pour obtenir un million de dollars par année, même un peu plus, sans accroître les impôts que versent actuellement les habitants de la province. D'autre part, ils ne perdront absolument rien à cause de cela.

A quoi pensent donc les membres du Gouvernement et leurs complaisants appuis d'arrière-plan quand ils croient que la seule façon d'obtenir des fonds est d'aller les chercher dans les goussets des contribuables?

**Une voix:** Qui a dit cela?

**M. Thomas:** C'est comme si la société *Imperial Oil* disait qu'elle ne peut se procurer de l'essence que dans les réservoirs du public consommateur.

Je comprends, d'ailleurs, parfaitement pourquoi le député de Kootenay-Est nous interrompt si souvent; c'est parce qu'il estime que son discours d'hier, dans lequel il a appuyé le bill, était si faible qu'il voudrait

[M. Thomas.]

maintenant placer les idées qui lui sont venues après coup en interrompant les observations des autres députés.

**M. Byrne:** Après tout, je n'ai eu que 40 minutes.

**M. Hansell:** Et vous ne les avez même pas épousées.

**M. Thomas:** Il a probablement cessé de parler parce qu'il s'est rendu compte du peu de validité de son argument; il s'est vu dans la même situation que le ministre du Nord canadien et des Ressources naturelles. Il n'a pu étayer son opinion qu'en défigurant celle...

**M. Byrne:** Qui est-elle?

**M. Thomas:** Je vous donnerai son numéro de téléphone tout à l'heure.

**M. Fulton:** Le débat se poursuit sur un plan vraiment élevé!

**M. Thomas:** Aucun des députés qui ont appuyé le projet de loi n'a songé que l'eau traverse cette région, de toute façon, et qu'elle la traversera probablement toujours. Le gouvernement créditiste de la Colombie-Britannique est le seul, non seulement dans l'histoire de cette province, mais dans l'histoire du Canada, qui se soit rendu compte de la valeur qu'on peut tirer de l'écoulement de cette eau.

**M. Byrne:** Combien d'argent a-t-il affecté au relevé portant sur le bassin du Columbia?

**M. Hansell:** Il ne le sait pas; dites-le-nous.

**M. Byrne:** Le gouvernement fédéral a affecté 4 millions au relevé.

**M. Thomas:** C'est parfait, et cela indique une fois de plus le bon sens du gouvernement de la Colombie-Britannique. En effet, il s'est servi des études effectuées par le gouvernement fédéral pour s'assurer une source de revenus qu'il n'aurait pas eue autrement. Il tire simplement parti des 4 millions que le gouvernement fédéral a dépensés, au dire de l'honorable député. Et n'allez pas croire que nous n'appréciions pas cette dépense qu'il a faite. Mais à quoi bon un relevé si on n'en tire pas parti? C'est exactement ce que fait le gouvernement de la Colombie-Britannique.

A ne pas oublier non plus que, lorsque l'entreprise du ruisseau Mica sera réalisée, et ce ne sera probablement pas avant 10 ou 15 ans au moins, il ne sera plus nécessaire d'avoir un barrage de faible niveau à Castlegar. N'empêche que nous avons un contrat de 50 ans d'une valeur d'un million de dollars, parce que la société Kaiser a besoin de cette énergie maintenant. En attendant que se